

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/FIN/W/12/Add.42/Rev.1**

11 décembre 1997

(97-5478)

---

**Comité du commerce des services financiers**

Original: anglais

## COMMUNICATION DU PAKISTAN

### Offre révisée sur les services financiers

#### Addendum

La communication ci-après est distribuée à la demande du Pakistan aux membres du Comité du commerce des services financiers.

\_\_\_\_\_

Le gouvernement pakistanais présente ci-joint son offre concernant les services financiers.

La présente offre est subordonnée à l'aboutissement des négociations. Le Pakistan se réserve le droit de la modifier, de la réduire ou de la retirer à tout moment avant la fin des négociations, d'y apporter des modifications techniques et de corriger les omissions, erreurs et inexactitudes éventuelles. Il présente aussi ci-joint sa liste finale d'exemptions de l'article II (NPF).

**PAKISTAN**  
**LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES - OFFRE REVISEE SUR LES SERVICES FINANCIERS**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>SERVICES FINANCIERS</b>  Les engagements du Pakistan concernant les services financiers sont contractés conformément aux dispositions de la Partie III de l'Accord. Ils sont établis sur la base des éléments convenus à l'article XIX de l'Accord et sont subordonnés au fait que des engagements similaires doivent être pris par un grand nombre de pays qui présentent un intérêt pour le Pakistan. Pour ces raisons, le Pakistan estime que rien ne l'empêche d'adopter ou d'appliquer des mesures non discriminatoires pour protéger la santé et l'intégrité du secteur bancaire et du secteur de l'assurance.			
A. <u>Services d'assurance et services connexes:</u>  Assurance:  - sur la vie	1) Non consolidé  2) Non consolidé  3) a) Consolidé pour les fournisseurs étrangers existants de services d'assurance en ce qui concerne le champ de leurs activités et la structure de leur capital. b) La participation étrangère au capital des compagnies d'assurance vie existantes est limitée à 25 pour cent. c) La participation étrangère au capital de nouvelles compagnies d'assurance vie est autorisée jusqu'à concurrence de 51 pour cent.	1) Non consolidé  2) Non consolidé  3) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- autre que sur la vie	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Consolidé pour les fournisseurs étrangers existants de services d'assurance en ce qui concerne le champ de leurs activités et la structure de leur capital.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>Services de réassurance Réassurance et rétrocession (CPC 81299)</p> <p>B. <u>Services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Les engagements concernant les services financiers s'appliquent aux ressortissants et établissements financiers des Membres dont les lois et mesures n'empêchent pas l'application d'engagements similaires aux ressortissants et établissements pakistanais.</p>	<p>La fourniture de tous les services bancaires et financiers au Pakistan est subordonnée aux ordonnances des tribunaux compétents du pays concernant les activités bancaires islamiques.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
I. Services bancaires	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public au Pakistan	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) i) Consolidé pour le volume des dépôts et autres fonds remboursables mobilisés par les banques étrangères au Pakistan au moment de la fin des négociations, le 12 décembre 1997.  ii) Les banques étrangères (autres que celles qui ont déjà des succursales en activité au Pakistan au 12 décembre 1997) sont autorisées à accepter des dépôts et autres fonds remboursables du public en constituant dans le pays des sociétés anonymes à participation étrangère limitée à 49 pour cent. Une licence pour l'exercice d'activités bancaires commerciales doit être obtenue auprès de la Banque centrale. L'octroi des licences aux banques étrangères se fera compte tenu des mêmes critères d'admissibilité que ceux qui s'appliquent aux banques commerciales pakistanaises. Le montant minimal de capital libéré requis pour l'exercice d'activités bancaires par les banques étrangères	3) Les actions détenues par des ressortissants étrangers et des établissements financiers étrangers dans leurs filiales constituées au Pakistan ne sont pas transférables sans l'approbation préalable donnée par écrit par la Banque centrale.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>ne sera pas plus élevé que le montant requis pour les banques commerciales pakistanaises, à savoir 11,5 millions de dollars EU.</p> <p>iii) Consolidé pour le nombre de succursales de banques étrangères en activité au Pakistan au moment de la fin des négociations, le 12 décembre 1997. Un changement de majorité dans l'actionnariat des banques étrangères ayant des succursales en activité au Pakistan peut nécessiter l'obtention d'une nouvelle licence. Les autres banques étrangères seront autorisées à avoir jusqu'à trois succursales dans des endroits de leur choix. Les guichets automatiques de banques installés dans les succursales ne sont pas considérés comme une succursale distincte.</p> <p>iv) Une autorisation préalable donnée par écrit par la Banque centrale est obligatoire pour toute personne qui souhaite détenir effectivement 5 pour cent ou plus du capital libéré de toute banque ou de tout établissement financier.</p> <p>v) Les étrangers peuvent être représentés au conseil d'administration proportionnellement à leur participation au capital.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales	<p>4) Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) i) Consolidé pour le volume total d'actifs des banques étrangères au Pakistan au moment de la fin des négociations, le 12 décembre 1997.</p> <p>ii) Les ressortissants étrangers/établissements financiers étrangers peuvent acquérir, à des fins commerciales, des actions de banques pakistanaises existantes. Les prises de participation dans le capital de banques existantes du secteur public donnant le contrôle de la gestion sont étudiées cas par cas dans le cadre d'accords spécifiques d'achat et de vente approuvés par la Banque centrale.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les banques ne peuvent consentir de prêts à des sociétés contrôlées par des non-résidents que dans les limites des droits à l'emprunt des sociétés étrangères fixées par la réglementation en matière de change applicable périodiquement.</p> <p>4) L'emploi de ressortissants étrangers dans les banques et établissements financiers en activité au Pakistan est subordonné à l'agrément préalable de la Banque centrale.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris chèques de voyage et traites (mais à l'exclusion des cartes de crédit, de paiement et similaires)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les succursales de banques étrangères en activité au Pakistan au moment de la fin des négociations, le 12 décembre 1997, et les banques constituées au Pakistan sont autorisées à fournir tous les services de règlement et de transferts monétaires.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
d) Garanties et engagements	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les garanties et engagements libellés en devises et ceux qui sont souscrits en faveur ou au nom de non-résidents sont régis par la législation en matière de change.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
e) Opérations, pour compte propre uniquement, sur:				
- instruments du marché monétaire;	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
- devises;	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
- valeurs mobilières négociables;	3) i) Les banques commerciales titulaires d'une licence d'intermédiaire agréé sont autorisées à remettre, à vendre et à acheter des devises et des chèques de voyage.	3) Non consolidé		
- autres instruments négociables.	ii) Les banques étrangères sont autorisées à créer des coentreprises avec des personnes locales, en y participant jusqu' à concurrence de 50 pour cent, après avoir obtenu de la Banque d'Etat une licence pour vendre et acheter des devises et chèques de voyage.			
	iii) Les transferts de fonds autorisés, notamment de devises, ne peuvent être effectués que par l'intermédiaire d'établissements bancaires agréés.			
	iv) Les banques commerciales constituées au Pakistan et les succursales de banques étrangères en activité au 12 décembre 1997 sont autorisées à intervenir sur le marché de l'argent au jour le jour.			
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		



Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public uniquement) et prestation de services relatifs à ces émissions	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les succursales de banques étrangères en activité au 12 décembre 1997 et les banques (y compris les banques d'affaires) constituées au Pakistan sont autorisées à organiser des émissions publiques et des prises fermes de valeurs mobilières et à participer à ces opérations, pour un montant représentant jusqu'à 30 pour cent du capital libéré total de l'émetteur ou 30 pour cent de leur propre capital libéré si ce dernier est inférieur. Toutes les acquisitions d'actions effectuées à la suite d'engagements de prise ferme doivent être notifiées immédiatement à la Banque centrale et liquidées dans les 30 jours suivant l'investissement tel qu'il a été approuvé par la Banque centrale.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
g) Services de règlement et de compensation afférents à des instruments négociables (chèques, effets et billets à ordre uniquement)	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Toutes les banques commerciales doivent être membres du système de compensation administré/approuvé par la Banque centrale pour les règlements interbancaires.	3) Non consolidé		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
II. Crédit-bail	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Les sociétés étrangères de crédit-bail sont autorisées à créer des filiales au Pakistan, dans lesquelles leur participation ne doit pas dépasser 51 pour cent du capital total, afin d'entreprendre des opérations, notamment transfrontières, de crédit-bail. La mobilisation de ressources sur le marché intérieur est régie par les mêmes règles et règlements que ceux qui s'appliquent à la mobilisation interne de ressources.	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>III. Gestion d'actifs: Seulement ce qui suit:</p> <p>a) Gestion de trésorerie ou de portefeuille</p> <p>b) Toutes formes de gestion d'investissement collectif</p> <p>c) Services de garde et de dépositaire</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) i) Les entités titulaires d'une licence délivrée par la Banque centrale et les banques constituées en sociétés au Pakistan peuvent fournir des services de gestion de portefeuille par l'intermédiaire de filiales créées à cette fin et constituées en sociétés locales, dans lesquelles leur participation ne doit pas dépasser 51 pour cent.</p> <p>ii) La gestion d'actifs libellés en devises est régie par la réglementation en matière de change applicable périodiquement.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
IV. Services de conseil financier et de conseil en investissements	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
V. Fourniture et transfert d'informations et de données financières	<p>3) Les banques constituées en sociétés au Pakistan sont autorisées à fournir des services de conseil financier et de conseil en investissements par l'intermédiaire de filiales créées à cette fin dont elles peuvent détenir jusqu'à 100 pour cent du capital, pour autant que les transactions réalisées ou services fournis par ces filiales ne créent aucune obligation financière, qu'elle soit conditionnelle ou inscrite à d'autres titres au bilan de la société holding, ou d'autre nature.</p>	<p>3) Néant</p>	
	<p>4) Non consolidé</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>1) Non consolidé, sauf en ce qui concerne la fourniture de données et informations financières sur les sociétés disponibles dans le public, par des fournisseurs institutionnels ayant une présence commerciale au Pakistan</p>	<p>1) Non consolidé</p>	
	<p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>2) Non consolidé</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

**PAKISTAN**  
**LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF) CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS**

<b>Secteur ou sous-secteur</b>	<b>Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II</b>	<b>Pays auxquels la mesure s'applique</b>	<b>Durée projetée</b>	<b>Conditions qui rendent l'exemption nécessaire</b>
Services bancaires et autres services financiers	Les licences sont accordées aux fournisseurs étrangers de services sur la base de la réciprocité.	Tous les pays	La prescription relative à la réciprocité demeurera en vigueur jusqu'à ce que des mesures similaires appliquées par d'autres pays dans ce secteur soient abolies.	La prescription relative à la réciprocité vise à assurer aux banques pakistanaises un accès équivalent sur les marchés financiers étrangers.
	Etablissements financiers constitués pour les transactions financières islamiques	Tous les pays	Indéterminée	Les transactions financières sont décidées et administrées par des conseils religieux constitués à cet effet par chaque établissement financier islamique.
	Des règlements spéciaux peuvent être appliqués aux banques qui sont appelées à exécuter et à financer les fonctions du Trésor ainsi que les programmes sans but lucratif de l'Etat pour l'encadrement du commerce des produits et le soutien des prix.	Tous les pays	Indéterminée	Les programmes d'encadrement du commerce des produits sont une fonction essentielle des pouvoirs publics qui est confiée aux banques. Les fonctions du Trésor sont exercées par la Banque nationale du Pakistan pour le compte de la Banque centrale. Il s'agit là de transactions sans but lucratif pour les banques.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	Etablissements financiers constitués en coentreprises dans le cadre de l'ECO ou conformément à d'autres protocoles signés par les pays membres de l'ECO	Pays membres de l'ECO	Indéterminée	En vertu du Traité d'Izmir et de la décision prise par le Sommet d'Istanbul organisé en juillet 1993, notamment, des établissements financiers ont été créés par les gouvernements des Etats membres de l'ECO en vue d'atteindre les buts de l'intégration économique régionale.